

Café géographique à Toulouse le 19/02/03

## Du ghetto au réseau :

# LES TERRITOIRES DES MIGRANTS

Débat introduit et animé par

**Alain TARRIUS**

(Professeur de sociologie et d'anthropologie urbaine à l'Université de Toulouse II-Le Mirail)



**Alain TARRIUS**

entre Gabriel WEISSBERG (debout) et Etienne COMBES (assis),  
deux des animateurs du café-géo à Toulouse.

*D'où sont les migrants aujourd'hui : d'ici, de là-bas, ou d'ici et de là-bas à la fois ?*

*En passant des ghettos traditionnels aux réseaux transnationaux, créent-ils de nouveaux territoires ?*

Spécialiste des phénomènes migratoires et des mobilités autour du Bassin Méditerranéen, Alain Tarrius s'applique à renouveler l'analyse des migrations en montrant comment se construisent aujourd'hui les nouveaux *territoires circulatoires* qui font la trame d'une mondialisation *par le bas*, en-dessous des Etats et des multinationales financières ou technologiques. Ses recherches tendent à reconsidérer à la fois les formes de la mondialisation et les cadres de la pensée au moyen desquels nous appréhendons les migrations : l'émergence

d'un nouveau *capitalisme nomade* met en cause la relation de l'individu migrant et de l'Etat, la notion d'intégration semble concurrencée aujourd'hui par d'autres formes d'appartenance et d'attachement des collectifs à leurs territoires.

Alain Tarrus s'appuie, lors de son introduction au débat, sur l'ouvrage qu'il a publié en novembre 2002 aux éditions Balland : ***La mondialisation par le bas, Les nouveaux nomades de l'économie souterraine***. Il prend donc à témoin la gestation et les manifestations d'un territoire transnational, du Maroc à l'Italie, peuplé de ces migrants *fourmis de l'économie souterraine* (négociants, "notables informels", mafieux, etc.) qui mettent en place dans l'échange marchand d'autres façons de vivre et d'entrer en relation. Elles suggèrent une nouvelle forme sociale, à distance des logiques résidentielles des Etats-nations traversés et à même d'exposer des rapports sociaux originaux. Marseille, Montpellier, Perpignan, Barcelone, Valencia, Alicante, Almeria, Malaga et Ceuta sont les villes étapes de ces réseaux de migrants : l'enquête menée "sur le terrain" a entraîné de nouvelles exigences méthodologiques pour une analyse des mouvements de personnes susceptible de donner contenu à la notion de réseaux.

## INTRODUCTION

Mon projet de recherches est de comprendre si les mouvements transnationaux et constants de populations, riches ou non, ethniques ou non, engendraient des *rapports sociaux originaux*, et si au delà des frontières de l'Etat nation s'élaboraient de *nouveaux territoires* « *civilisationnels* » autres que ceux des banques et des entreprises multinationales.

### Marseille : naissance du phénomène

En 1985, mon premier chantier de travail n'avait pas pour but, au départ, de développer cet axe de recherche : Gaston Deferre, alors maire de Marseille, me demande de venir dans cette ville pour essayer de comprendre pour quelles raisons ses "taxiteurs" (clientèle électorale importante pour le maire) se battent avec les Arabes habitant dans le quartier de *Belsunce* (vieux quartier central du XVII<sup>e</sup> siècle apparemment en pleine déshérence). J'y découvre 350 commerces, tenus par des Algériens à l'époque. Aucun rapport conflictuel dans cette population. Ces 350 commerces drainent une population de 700 000 personnes qui font au moins un voyage par an à Marseille ou s'y arrêtent en étape pendant leur trajet. Le chiffre d'affaires est estimé à 3 milliards de francs, ce qui en fait *le centre de commerce le plus puissant et le plus riche de toute la façade méditerranéenne occidentale*.

Après la 1<sup>ère</sup> moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, il attire les migrants, et à partir de 1960, les Algériens essentiellement. Le mètre carré vaut alors entre 800 F et 1100 F, tandis que sa valeur foncière dans les quartiers du sud de Marseille, les plus riches, se situe entre 8000 et 10000 F : Belsunce est alors *le quartier désigné comme le quartier pauvre ultime dans un Marseille déclinant*. Un décret de 1944 interdit aux non nationaux de pouvoir emprunter pour la réhabilitation de ces logements anciens ; il est toujours en application à Marseille.

Quelle est l'organisation de cette population ? Comment viennent ces marchandises ? D'où ? Et quelles ont-elles ? Les principaux produits venaient d'extrême orient, récupérés depuis l'Italie (produits Moulinex vendus à 40% de réduction, par exemple) ; mais aussi produits alimentaires (semoule, par exemple) : ces migrants apportaient les marchandises le matin, elles étaient vendues dans la journée et les restes revendus le soir aux établissements

publics de restauration (cantines, etc.). A cette époque, de nombreux assureurs se sont plaints de la mort de moutons dans les Alpes, apparemment tombés dans des fossés : ces moutons passaient par de petits abattoirs, dont les gérants roulaient en "testa rossa".

A partir de 1989, l'apparition du FIS à Marseille et l'impôt révolutionnaire provoquent un reflux remarquable : environ 80% de ces commerces passent en location ou en sous gérance à des tunisiens. Puis c'est *la grande expansion migratoire marocaine à partir de 1990* : 1 million en 90, 2,1 millions en 2000. Marseille est sur l'un des axes migratoires traditionnels du Maroc vers l'Europe : Irun/Bordeaux/Bruxelles et Barcelone/Marseille/ Bruxelles (axe principal). Ces migrants de pays pauvres peuvent devenir de grands entrepreneurs. En 1991, 1000 petits migrants, venus d'abord pour devenir des ouvriers agricoles, commencent des travaux de *fourmis* du commerce sur *l'axe Bruxelles/Marseille/Maroc* et effectuent un voyage par mois. En 1992, 17000 migrants effectuent deux voyages par mois. En 1995, 40 000 effectuent 2 voyages par mois. En comptant les familles, ce sont 190 000 personnes qui résident, non seulement à Marseille, mais à Carcassonne, Toulouse, Montpellier, Nîmes, Valence, Toulon, etc.

### **Territoires circulatoires et identités nomades**

Dans *l'espace-temps du mouvement* créé par les fourmis de l'économie souterraine, on remarque une capacité de dé-ethnisation, de ne pas en rester aux différences ethniques ou religieuses dans les rapports avec les autres. Par contre, les lieux de résidence sont des situations d'affirmation communautaire et de valeurs originelles. Un fort contraste s'établit entre situations de commerce et d'habitat, de mobilité et de sédentarité, entre les *territoires circulatoires* des fourmis et les *ghettos* traditionnels des résidents. D'où les contradictions dont la connaissance est nécessaire à une politique migratoire adéquate.

Ainsi les jeunes sont un exemple de la prise de distance plus ou moins relative par rapport au modèle *d'intégration* proposé par l'état-nation, peu compatible avec le nomadisme commercial. Autre exemple, la *déscolarisation* : les familles les plus déterminées enlèvent les enfants de l'école à l'âge de 14 ans car ces familles sont dispersées dans plusieurs pays en Europe (et au Maghreb) et ne travaillent pas forcément en France ; leurs enfants qui suivent une scolarité "normale" vont jusqu'au CAP, puis en stages successifs, et se retrouvent au chômage ou au RMI, alors qu'ils peuvent acquérir un "savoir-circuler" et un savoir-vendre" par leur famille et leurs relations dans l'économie souterraine.

*Les jeunes se trouvent ainsi coincés entre l'impasse de l'intégration qui en fait des nationaux sans avenir et la difficulté d'entrer dans le nomadisme commercial qui laisse certains en situation d'errance pendant longtemps.*

### **Réseaux et frontières des migrants**

*Les réseaux de l'économie souterraine ainsi étudiés sont à différencier des réseaux mafieux.* Les échanges commerciaux ont une transparence interne et des règles non écrites dont se chargent les *notaires informels*, négociants expérimentés et installés, cooptés par les fourmis, hommes de parole et d'honneur qui, à défaut de régulations administratives, juridiques ou policières de nature étatique, assurent la cohésion du réseau par le règne de l'éthique et tiennent à le protéger de l'irruption des substances illicites. Les réseaux mafieux, dont le trafic repose sur ces produits illégaux (drogue, prostitution, etc.) sont difficiles à étudier car ils se ferment automatiquement : au contrôle, certes souterrain mais efficace et ouvert, des notaires informels se substitue l'affairisme louche, opaque et clandestin.

Les Pyrénées ne sont plus la véritable frontière, que traversent facilement les fourmis entre l'Espagne et la France, le Maroc et la Belgique. *Une autre frontière apparaît au nord de*

*l'Andalousie* entre réseaux souterrains et réseaux mafieux. L'Andalousie à cet égard est un sas, la première terre européenne où l'on s'arrête, un déversoir de populations en transit dans des conditions très difficiles qui en font la proie des autochtones peu scrupuleux qui les embauchent dans les pires conditions et des réseaux mafieux qui en profitent pour les exploiter. Des dizaines de milliers de personnes, venant du Maghreb mais aussi maintenant d'Afrique subsaharienne, passent en bateau (20000 F le voyage) ; au moment où les voitures entrent dans le ferry boat, 100 à 200 personnes courent derrière pour rentrer dans le bateau à l'insu des douaniers.

En février 2000, un responsable politique d'Alicante en Murcie affirme publiquement "*que les étrangers qui viennent ici avec leurs dieux que nous ne connaissons pas les gardent par-devers eux ; qu'ils nous fassent goûter à tous leurs plats qui sentent si bons ; que leurs hommes, qui sont si solides quand ils arrivent, épousent nos filles seules et que nos garçons s'occupent de leurs filles car elles sont très belles (...)* ; *qu'ils participent tous à notre prospérité (...)* ; *nous ne craignons pas les étrangers qui viennent travailler parce qu'ici, à Alicante, ils ne cherchent à prendre la place de personne : d'abord il y a encore beaucoup de place, et ensuite ils passent (...)* avant d'aller ailleurs et commencent par nous donner le meilleur d'eux-mêmes...". Mais le 27 janvier 2000, à El Ejido près d'Almeria en Andalousie, des milliers d'ouvriers agricoles marocains sont victimes de ratonnades, poursuivis à coups de bâtons par des autochtones xénophobes et obligés de se cacher dans les collines pendant des semaines.

*Les frontières étatiques, à l'intérieur ou entre les états, sont en partie effacées par celles des nouveaux territoires circulatoires, eux-mêmes séparés en réseaux souterrains et réseaux mafieux aux limites géographiques incertaines mais bien réelles.*

## DEBAT

**Question 1** (Thierry, militant Vert) : *quelle réponse Tarrius a-t-il donné à Defferre ? Pourquoi ces disputes entre taxiteurs et arabes ?*

**A. Tarrius** : Les disputes entre taxiteurs et arabes sont en rapport avec la circulation liée à l'aéroport : les marocains qui apportaient des produits attendaient les voitures des proches, ce qui était évidemment plus avantageux que le prix des taxis.

Quant à mes rapports avec G. Defferre, ils se sont très mal terminés, mais sans conséquence personnelle en raison de ma position d'"électron libre" (c'est-à-dire de chercheur universitaire indépendant).

**Question 2** (Ahmed, étudiant en économie) : *N'existe-t-il pas un écart entre les motivations de ceux qui quittent leur pays dans des conditions très difficiles et le manque de volonté des enfants de ces migrants ? Y a-t-il transfert de ce savoir-faire entrepreneurial ? Y a-t-il revendication d'un parcours traditionnel français ou le parcours est-il celui d'un enfant qui à 14 ans part de l'école ?*

**A.T.** : Il faut faire une distinction entre les personnes qui passent sans papiers et les fourmis qui ont les papiers. Le souci du sociologue est de donner de l'épaisseur à la notion de réseau souvent très virtualisée. Il doit comprendre comment un réseau est un véritable territoire, comment des personnes mettent en place un système de légitimation de ce territoire, loin de nos propres reconnaissances identitaires, souvent par transmissions générationnelles.

Le parcours des parents et des enfants peut se solder par une sortie par le haut : ainsi à Valencia où les Marocains sont appelés pour ouvrir des commerces afin d'amener de nouvelles populations dans ces circuits là. A Marseille, le père prépare le fils à lui succéder et c'est alors que s'ouvre un commerce mixte puisque le fils s'installe à son tour, mais dans un

commerce en dehors du quartier de Belsunce. Donc ce sont de vrais savoir-faire de commerçants qui sont perpétués, une formation bien meilleure que celle des CAP ou BEP.

**Question 3** (Daniel Charles, militant Vert) : *Comment faire pour populariser cette connaissance qui contre balancerait l'a priori commun sur ces populations arabes afin de faire reculer les idées xénophobes ?*

**A.T.** : J'ai connu une expérience malheureuse en 1991 : invité par le directeur du port de Marseille qui se demandait comment accentuer le commerce avec l'Orient, je lui ai présenté 7 ou 8 jeunes issus du milieu migratoire, maîtrisant l'arabe et ayant un véritable savoir-faire, mais aussi une qualification officielle (Bac +5). La négociation a duré 25 minutes et s'est soldée par un échec.

Les pouvoirs publics ont mis en place à Marseille une zone franche destinée à créer des emplois et un dynamisme économique. Mais cette zone franche a été installée (en vain) dans les quartiers Nord de la ville, et non pas à Belsunce où une taxe forfaitaire sur des activités déjà existantes aurait permis de les développer, et aussi de les légaliser. On ne crée pas de la richesse et des emplois à partir de rien.

**Question 4** (Benoît, étudiant en sociologie) : *Légalité ou illégalité des réseaux souterrains ? Où est la juste mesure ?*

**A.T.** : J'ai également travaillé en Espagne sur des réseaux de substances illicites. Une véritable tour de Babel, un chaos apparent, un trafic illégal de marchandises : des produits Adidas vendus 40% moins cher vers le Maroc, puis retour du Maroc avec des containers remplis d'herbe ; les subsides récupérés par les ventes d'Adidas payent les containers de drogue. A Séville aussi, j'ai vu sur des registres de commerce à la police la présence de containers chargés de substances illicites. C'est donc un problème bien connu.

Mais il ne faut pas confondre réseaux souterrains et réseaux mafieux : les marchandises des fourmis sont vendues hors TVA, hors des réglementations fiscales, mais ne sont pas illicites pour autant : semoule maghrébine, transistors *made in Taiwan*, petits appareils ménagers asiatiques, tapis belges, vêtements turcs, voitures allemandes, bijoux de pacotille, contrefaçons diverses ne peuvent pas être confondus avec la drogue ou la prostitution. En Andalousie, lorsque des migrants peuvent passer à des économies de fourmis, ils le font : le nombre est réduit de ceux qui plongent dans le système inverse et donc la mafia.

Dans une petite montagne du côté espagnol, j'ai rencontré un hollandais qui faisait de l'élevage de cochons à pattes noires. A côté il y avait une usine à jambon, dans un hangar désaffecté. Tout était factice : le hollandais était en fait là pour des réseaux de circulation de psychotropes. La distinction entre légalité et illégalité est bien réelle, mais pas toujours facile à discerner dans l'économie souterraine. Mais n'en est-il pas de même dans l'économie officielle ?

**Question 5** : *Légalité ou illégalité de la TVA ?*

**A.T.** : Les migrants paient des amendes quand ils se font prendre. S'il y a un plan vigipirate, c'est radical : ils faut retirer toutes les marchandises. Il y donc tolérance de l'Etat ou non : tout est relatif à la tolérance des militaires, des policiers ou des douaniers, à l'argent que ces transporteurs donneront. La pratique de l'économie souterraine n'est pas véritablement normée, toujours à la limite ; celle de l'économie mafieuse est franchement hors normes.

**Question 6** : *Comment situer les nouveaux territoires des migrants dans l'espace de Schengen ?*

**A.T.** : L'affaire de Sangatte montre bien que les frontières nationales disparaissent et que les politiques d'intégration nationales fonctionnent mal (les clandestins refusent de devenir



français et veulent passer en Angleterre). L'espace Schengen est absurde : on ferme les portes de sortie, mais pas les portes d'entrée. L'Etat nation ne maîtrise plus la totalité de son territoire, des territoires circulatoires s'y superposent, excédant les limites de l'Europe, elle-même en recomposition...

**Question 7 :** *Ne pas faire l'amalgame entre les réseaux souterrains et mafieux ? Mais les premiers ne tracent-ils pas les chemins pour les autres ?*

**A.T. :** Il y a une nette différenciation par le mode de vie (on ne vit pas pareil si on est dans des réseaux psychotropes), on ne gère pas pareil le destin des enfants, les réseaux mafieux sont très conflictuels et dangereux. Au contraire, les réseaux souterrains essaient de se protéger de toute intrusion mafieuse : si des personnes sont douteuses, on le sait très vite et elles sont très vite exclues. Ainsi à Toulouse, une fourmi qui n'avait pas respecté les règles et vendu sa marchandise hors du contrôle du notaire informel a été repérée immédiatement, signalée en trois jours de Bruxelles à Marrakech et obligée de fermer boutique définitivement.

**Question 8** (J.M. Pinet, animateur des cafés-géos) : *Qu'est-ce qu'un notaire informel ?*

**A.T. :** C'est un homme à plusieurs jambes : une dans le domaine public (à la Préfecture, tout le monde le sait), une dans le domaine souterrain. Ils sont des références dans les mosquées, mais permettent les transactions entre personnes de nationalité ou de religions différentes. Ce sont souvent des fourmis qui ont réussi.

**Question 9** (Maurice M., "migrant anglais indépendant") : *Quelles sont vos hypothèses sur l'attraction de l'Angleterre dans l'imaginaire des migrants ?*

**A.T. :** J'ai travaillé avec des dockers anglais, d'origine pakistanaise surtout. A Alicante, entrent des Pakistanais qui s'installent comme vendeurs de cartes de téléphones pas chères. L'extrême rapidité de leur apprentissage est extraordinaire : ils arrivent en comptant sur les doigts d'une seule main, apprennent le métier en 15 jours, puis achètent la boutique. Ils ont une très grande capacité à être indépendants. Mais leur destination finale est bien la Grande Bretagne.

**Question 10** (étudiant en sociologie) : *Ici, là-bas, ici et là-bas à la fois ? Quel processus d'appropriation identitaire ?*

**A.T. :** Nous touchons ici aux échelles extrêmes de la légitimation identitaire. Les populations de migrants ne résident pas dans un territoire traditionnel, mais dans un espace fait de circularité, de temporalité. Comment les personnes peuvent se maintenir ici ou là-bas durablement ? La capacité à se sortir de l'univers des normes pour entrer dans les échanges commerciaux avec des sociétés locales se combine avec le retour rapide sur leurs propres bases culturelles. C'est un véritable aller-retour des dispositions culturelles, parfois plusieurs dans la journée.

A la différence de l'errance (où le migrant est partout au centre du monde) et de la diaspora (où le migrant essaie de s'installer d'abord au lieu d'arrivée), le nomadisme implique un aller-retour, mais qui reste fondamentalement attaché au point de départ.

**Question 11** (une urbaniste) : *Comment travailler dans les réseaux d'économie informelle ? Comment avez-vous pu entrer dans certains groupes qui justement ne veulent pas être reconnus ? N'avez-vous pas été mal à l'aise dans les ouvrages que vous avez publiés ? Les territoires des migrants ne sont-ils pas une question de flux plus qu'un espace véritablement défini ?*

**A.T. :** A la première question, la réponse est d'ordre épistémologique. La position du chercheur est imprégnée des logiques d'Etat. Cependant le principe des changements est dans

ce qui est souterrain. La périphérie, la marge renseignent mieux sur la clarté et le centre que la clarté et le centre eux-mêmes.

A la deuxième question : j'ai travaillé dans les milieux tziganes où les psychotropes circulent. Les « femmes en noir » se regroupent dans des violences extrêmes ; dans ces milieux , il y a toujours des victimes qui sont nombreuses et qui veulent réagir. Mais le chercheur qui étudie le nomadisme, souterrain ou mafieux, doit se faire lui aussi nomade, non sans difficultés...

Troisième question : J'ai fourni dans mes livres des données très précises, mais d'autres n'ont pas pu être divulguées au risque de faire de la délation ou de trahir mes sources. Par contre, d'autres migrants demandent à être cités : certains sont heureux de leur parcours et veulent en parler ; certains accrochent même le bail final qui témoigne de leur réussite au mur. La plupart des migrants n'ont aucun problème à part un : celui de ne pas être reconnu.

Quatrième question : On doit admettre qu'il existe des territoires où le rapport espace-temps est prédominant : circulations incessantes, transbordements continuels, adaptations aux circonstances (ainsi, la frontière en Europe n'est plus une barrière transversale, mais un couloir où les douaniers peuvent être n'importe où le long de l'autoroute Gêrone-Montpellier). Le territoire est fait de connivences, de circonstances, de rencontres par le fait de la densité des déplacements, de rapports évanescents.

**Question 12** (un étudiant en sociologie) : *Quel est le résultat de l'émergence de ces dispositifs transnationaux ? Peut-on parler de territoire-réseau ?*

**A.T.** : Il y a, à côté des espaces nationaux, des territoires qui sont à la fois présents par des nécessités de lien culturel et par leur rôle commercial. Et ils dépendent d'opportunités de développement : dans une époque post-coloniale où les migrations ont changé de signification, à partir de minuscules voyages se développent des formes nouvelles et de plus en plus larges de circulation en réseau, de territoires circulatoires.

**Question 13** (J.M. Pinet) : *Qu'entendez-vous par territoire circulatoire ?*

**A.T.** : Une représentation d'un territoire stratégique en matière de nomadisme commercial souterrain, un espace mouvant où il n'y a plus de limites fixes, où les populations sont mélangées. Il y a donc nécessité de repenser la notion de territoire.

**Question 14** (Cécile Lavergne, étudiante en khâgne) : *Les territoires circulatoires sont en train de remettre en cause l'Etat Nation : ne doit-on pas repenser l'Etat et les politiques de migration et d'intégration ?*

**A.T.** : C'est le phénomène migratoire qui remet en cause les stratégies d'intégration de l'Etat. L'Etat-nation n'est plus en mesure de maîtriser tous ces mouvements migratoires qui le débordent. Les nouveaux territoires sont malgré tout fortement régulés, par le poids de la parole d'honneur : toutes les régulations sont fondées sur cette première règle fondamentale qui est d'ordre moral.

**Question 15** (Gilles Bernard, géographe) : *La question de la diaspora ? N'est-on pas en train de redécouvrir une géopolitique de l'avant Etat Nation ? N'est-ce pas une re-émergence du passé (l'Andalousie médiévale par exemple) ?*

**A.T.** : La diaspora s'applique à tout déploiement collectif. Sa grande caractéristique réside dans sa capacité à ne pas entrer en conflit généralisé avec les populations qu'elle investit et d'établir une complémentarité morphologique (ainsi l'émergence sur la scène notamment politique de membres de la diaspora). Ces populations enfin gardent uniquement un lien économique avec l'aire de départ.

Le rôle faiblissant de l'Etat nation est une donnée géopolitique essentielle. Des historiens pourraient répondre à la question de la re-émergence du passé : on retrouve certes des structures territoriales anciennes, mais les conditions d'émergence des nouveaux territoires sont totalement différentes de celles du passé.

**Question 16** (Thierry, militant Vert) : *Quel le rôle des municipalités ?*

**A.T.** : A Perpignan, une population circulante est menée par des leaders qui négocient avec la municipalité pour s'installer dans d'autres quartiers. Des personnes intelligentes de l'action municipale ont tenté l'expérience et essaient de maintenir le plus grand nombre de migrants dans le parcours traditionnel pour éviter le phénomène de ghetto et favoriser la mixité sociale.

**Question 17** : *Dans quelles mesures, ces expériences peuvent servir de modèle ?*

**A.T.** : Il est difficile de créer dans ces approches un dénominateur commun, une évolution collective tant est forte la différenciation des destins. Pour les adolescents, quand ils remontent du Maroc, ils ont du hasch et savent où s'arrêter : ce ne sont pas vraiment des dealers, mais le menu trafic de "H" est comme un passeport pour la liberté. Avec l'argent gagné, ils passent une bonne semaine entre copains, savent où apprendre et travailler. C'est une initiative fédérative qui rassemble les jeunes. Et toujours une transmission : il n'y a pas d'un côté les parents, de l'autre les enfants, pas de génération qui s'éteint, mais toujours un véritable apprentissage économique.

**Conclusion : des territoires souterrains ?** (Jean-Marc Pinet, animateur des cafés-géos) :

Alain Tarrus est sociologue, mais nous lui avons demandé d'aborder ici son analyse des fourmis de l'économie souterraine sous un angle géographique, celui des *territoires* engendrés par ces nouveaux nomades. Il écrit en conclusion de son livre (page 158) qu'il "conviendrait d'aborder ces circulations comme des réseaux, et ces réseaux comme des territoires". C'est à repenser la notion même de territoire qu'il nous invite explicitement (question 13) et la re-émergence du passé dans cette mise en cause est soulignée par Gilles Bernard, professeur de khâgne (question 15).

Notre représentation du territoire est trop souvent celle d'un espace statique, si facile à cartographier : populations homogènes, étendues stables, structures ordonnées, surfaces assignées, lieux repérables, limites fixes. N'est-ce pas là une exception, liée à la mise en place récente (deux siècles) et fragmentaire (une petite portion de la planète) de l'Etat-Nation ? Les "fourmis" sont certes minoritaires, mais la mondialisation les multiplie : les limites de l'Europe sont déplacées ou franchies, l'Afrique et l'Asie sont désormais concernées. Migration, circulation, errance, nomadisme, mouvance, flux, mobilité, déplacement, réseau, couloir, marge, confins, connivence, rencontre, évanescence, parole, honneur, éthique : avec ces mots, Alain Tarrus fait du territoire une question neuve.

Compte-rendu rédigé par **Jean-Marc PINET**  
à partir des notes prises par **Matthieu GAILLARD** (étudiant en khâgne)

**Contacts :**

*Les cafés géographiques à Toulouse* (Ass. loi de 1901)  
9 rue Albert Lautmann, 31000 TOULOUSE

Jean-Marc PINET, Tél/Fax : 05 61 22 75 50, [jm.pinet@wanadoo.fr](mailto:jm.pinet@wanadoo.fr)  
Pascal MICHEL, Tél : 05 62 47 21 32, [pascal.michel@spotimage.fr](mailto:pascal.michel@spotimage.fr)  
Gabriel WEISSBERG, [gabriel.weissberg@ac-toulouse.fr](mailto:gabriel.weissberg@ac-toulouse.fr)